

No. 60 - juin 2013

L'économie écolo d'Herman Daly

ANGUS SIBLEY

Nos petits-enfants apprendront peut-être enfin . . . de pardonner à cette génération son obsession aveugle de la consommation toujours croissante.

Herman E. Daly et John B. Cobb, Jr, *For the Common Good* (Beacon Press, Boston, deuxième édition, 1994), page 406.

Les économistes doivent apprendre à reconnaître les limites naturelles de la croissance.

Herman E. Daly (né en 1938), ancien économiste de la Banque mondiale, puis professeur à l'université de Maryland, est une grande figure de *la science économique écologiste*. Qu'est que c'est? Or, le nom même de ce courant de pensée est un reproche à l'orthodoxie économique. Ce nom laisse entendre que la science économique orthodoxe *n'est pas écologique*; c'est-à-dire qu'elle considère notre comportement économique sans référence à notre environnement naturel. Qu'elle ne s'occupe guère des conséquences de nos activités pour l'écologie mondiale, pour l'ordre entier de la nature terrestre.

Malheureusement, ce reproche paraît être bien fondé.

L'argument de Daly commence avec la proposition suivante: *l'économie humaine est un système en croissance qui existe dans une biosphère¹ qui ne croît pas*. Il s'ensuit que la croissance de l'économie humaine doit, tôt ou tard, se heurter contre des limites imposées par les dimensions et ressources de la Terre. La croissance perpétuelle, sans contrainte, de l'économie et population humaine est donc impossible.

Le monde moins plein des économistes classiques

A l'aube de la science économique moderne, au dix-huitième siècle, il n'y avait guère lieu de se préoccuper de telles limites, puisque l'économie humaine était petite par rapport au monde naturel. En 1750, la population mondiale aurait été, selon les estimations, environ 750 millions,

soit le dixième de son niveau actuel. D'ailleurs la plupart des humains vivaient pauvrement, en consommant peu. L'activité humaine n'était donc pas, en général, de taille à endommager sérieusement l'environnement. Notre planète était relativement vide de l'humain; aujourd'hui, par contre, nous avons, pour citer Daly, un *monde plein*: plein de nous-mêmes.

Nous sommes beaucoup plus nombreux, et nous consommons bien plus, par personne, de matières premières. En ce faisant, nous produisons bien plus, par personne, de déchets. Nous frôlons les limites de la capacité planétaire de fournir les ressources que nous consommons, et d'absorber les déchets que nous abandonnons. D'ailleurs, le gaz carbonique, méthane, et autres vapeurs que nous rejetons dans l'atmosphère apportent des changements climatiques qui risquent de devenir catastrophiques.

Néanmoins, nous persistons à nous fier aux théories qui remontent aux économistes classiques du dix-huitième siècle et des débuts du dix-neuvième. Ces théories ne prennent en compte aucun besoin d'adapter nos comportements aux limites environnementales. Elles favorisent des pratiques qui encouragent, voire imposent, la croissance à jamais persistante. Ainsi, nous devons impérativement renouveler notre pensée économique. Mais la profession des économistes, en général, paraît peu prête et assez lente à faire bouger ses habitudes.

C'est en partie la conséquence de ce que Daly et Cobb appellent *la disciplinolâtrie*: la science économique est devenue une discipline académique largement isolée des autres disciplines pertinentes, telles la biologie, la géologie, l'histoire et la sociologie. La plupart des économistes creusent leur propre sillon; et, comme leurs chevaux, ils portent des œillères. La vision latérale leur manque. Ce problème n'a rien de nouveau; les historiens Charles Gide et Charles Rist, dans leur histoire classique des doctrines économiques, évoquent une situation pareille au milieu du dix-neuvième siècle:

Avec les successeurs de J.-B. Say et de Ricardo, l'économie politique a pris un caractère de plus en plus abstrait . . . elle s'est figée en un corps de doctrines ternes, dont le lien avec la vie économique concrète est de moins en moins facile à apercevoir.²

Pas de limites à la croissance?

En 1978, le célèbre économiste Milton Friedman, de l'université de Chicago, ridiculisa le rapport du Club de Rome, *Limits to Growth* (1972): *ils ont dit que nous devons corriger notre tir, nous devons reconnaître que la croissance a ses limites . . . Cette façon d'aborder la question est totalement erronée.³*

Daly se souvient (p. 6) d'une conversation, environ 1990, dans laquelle il posa la question suivante à Laurence Summers, alors économiste en chef à la Banque mondiale: *les économistes devraient-ils se demander, quelle est l'échelle optimale de l'économie humaine entière par rapport à l'environnement?* La réponse de Summers, selon Daly, fut immédiate et formelle: *Cela n'est pas la bonne manière d'aborder ce sujet.*

Bien que de telles attitudes soient moins répandues aujourd'hui, elles survivent dans quelques forteresses de la pensée ultralibérale, tels l'*Institute of Economic Affairs* à Londres. Sur son site, nous pouvons retrouver un chercheur affilié de l'institut, Kristian Niemietz, qui écrivit en 2011: *il n'y a pas de limites naturelles à la croissance*.⁴

Pourtant, est bien connue l'estimation du WWF: *l'empreinte actuelle globale de la gent humaine est environ "une planète et demie"*. C'est-à-dire que l'ensemble de l'humanité consomme les ressources naturelles renouvelables à 150% de l'allure de leur renouvellement. Donc, pour continuer sans fin à ce niveau de consommation, même sans aucune croissance supplémentaire, nous aurions besoin d'une planète et demie.⁵

Daly fait une vive comparaison (page 50) entre la gent humain et un 'navire' à flot dans la 'mer' de la biosphère. La surconsommation actuelle de nos ressources suggère que la 'marque Plimsoll' de notre navire serait sous l'eau, avertissant que le navire soit surchargé. Et, comme nous le savons tous, un navire surchargé risque de couler.

L'économie d'état stationnaire

Il faut donc considérer comment pourrait être stabilisée l'économie humaine, afin qu'elle ne persistât à s'élargir, qu'elle devînt plutôt une économie *soutenable* ou *d'état stable*. Cette idée n'est point neuve. Dans son *Principles of Economics* (1848), l'économiste anglais John Stuart Mill envisagea un futur *état stationnaire* où la population se serait stabilisée, et l'activité économique aussi. *Un système de législation favorisant l'égalité des patrimoines* assurerait une distribution des capitaux et des revenus plus égale que celle de 1848 (ou, d'ailleurs, de 2013). Il y aurait *un corps de travailleurs bien payés et aisés, mais pas de fortunes énormes*. Un tel état serait *beaucoup meilleur que notre condition actuelle*, dicit Mill, qui voyait d'un mauvais œil *les piétinements, les écrasements, les coudoiments, les talonnements qui forment le caractère actuel de la vie sociale*. Il pourfendit spécialement la société américaine, dans laquelle, selon lui, *la vie de tout un genre est vouée à la chasse au dollar, et celle de l'autre à la procréation de chasseurs au dollar*.⁶

Dans notre ère agitée, qui privilège le dynamisme et le mouvement, bien des gens pourraient craindre que, dans une économie d'état stable, la vie ne fût ennuyeuse. Pourtant, comme le remarque Daly (p. 31), *l'état stable n'est pas du tout statique*. Il y aura toujours la possibilité d'amélioration de la qualité (mais pas généralement la quantité) de ce que nous produisons et consommons. Pour les biens 'intangibles' tels le théâtre ou la musique, la littérature, le sport, la philosophie, il y aura toujours les opportunités d'innovation et de rénovation; ces activités consomment peu de ressources matérielles. Pour citer encore Mill, l'état stationnaire *ne suppose aucune immobilité dans l'amélioration humaine*. Il y aurait *autant de possibilités que jamais pour toutes les variétés de culture mentale, de progrès moral et social; autant d'opportunités d'améliorer l'Art de Vivre, et bien plus de probabilité de son amélioration, quand les esprits cesseraient d'être obsédés par l'art de réussir*.

De quels changements avons-nous besoin?

Comment pourrions-nous trouver notre chemin vers un monde où nous n'épuiserons plus nos ressources naturelles, ni obstruerons l'écosystème de nos déchets, ni ruinerons l'environnement par nos pollutions?

Pour commencer, nous devons renoncer à notre consommation vorace des ressources non renouvelables. Là, le plus grand problème est la production de l'énergie, qui dépend encore tellement sur les hydrocarbures (charbon, pétrole et gaz). Les métaux constituent un moindre problème, puisqu'ils sont généralement recyclables, bien que par des processus exigeants en énergie. Daly propose l'usage de l'alcool obtenu du sucre de canne, au lieu des hydrocarbures; mais cette technique, certes praticable, présente des inconvénients; elle tend à réduire la production alimentaire, et elle n'élimine pas la pollution. Depuis la parution du livre de Daly, nous avons vu des améliorations majeures dans la production propre de l'énergie. Les quelques 20.000 nouvelles éoliennes espagnoles (*turbinas eólicas*) sont désormais la plus grande source espagnole d'électricité; en janvier 2013 elles ont fourni plus de 27% de la production totale.⁷

Deuxièmement, il nous faut apprendre à fabriquer et utiliser des biens capitaux plus durables. Daly observe (page 110) que *nos besoins sont satisfaits par le stock existant de capital, pas par l'épuisement, inévitable mais regrettable, de ce stock*. Donc nous devrions créer des capitaux (bâtiments, véhicules, machines, mobilier . . .) conçus pour durer aussi longtemps que possible, pas pour être remplacés après quelques années. Nous utilisons encore des bâtiments construits il y a des siècles, même si nous ne fabriquons plus de telles constructions. La ville de Buenos Aires vient de mettre à la retraite des rames de métro construites en 1913, et quelques-uns des célèbres tramways de Lisbonne, encore roulants, sont presque aussi anciens. A Dresde, l'entreprise *Sächsische Dampfschiffahrt* (flotte saxonne de bateaux à vapeur) possède treize bateaux circulant sur l'Elbe; sept d'entre eux furent construits au dix-neuvième siècle, dont quelques-uns gardent encore leurs moteurs originaux à vapeur.

Ce n'est que récemment que nous sommes tombés dans la mauvaise habitude de l'*obsolescence planifiée*, et nous ne saurons pas trop tôt nous en débarrasser. A Paris, il est navrant de voir de beaux immeubles du dix-neuvième siècle, bien capables de durer encore un siècle ou deux, démolis pour faire place à des nouvelles constructions incongrues, souvent conçues pour ne durer que quelques décennies. Sur le développement durable, les architectes d'antan ont su plus que ne savent leurs successeurs actuels.

Les problèmes du libre-échange

Chez Daly (page 147), c'est un principe majeur que *la concurrence internationale a tendance à faire baisser les normes*. Ainsi, un pays qui permet à ses industries de négliger l'environnement, ou de traiter âprement leur main-d'œuvre, aura des coûts plus faibles que ceux des pays qui imposent des normes meilleures. Les pays aux normes élevés ne peuvent être vraiment

compétitifs avec les pays aux normes basses. Un régime de libre-échange entre de tels pays évincera les industries des pays aux normes élevées, à moins qu'il ne mène à la dégradation de leurs bonnes normes.

Ne nous en inquiétons pas, a dit Milton Friedman, *plus la concurrence est déloyale, plus c'est bonne*. Lui s'intéressait uniquement de l'intérêt des consommateurs, qui pourraient acheter moins chers les produits issus des mauvaises normes. Mais Daly sait mieux. Il réclame des tarifs douaniers compensateurs sur les importations depuis des pays aux basses normes. Il explique que *le motif n'est pas d'imposer les normes morales d'un pays sur un autre pays; c'est plutôt de rester fidèle à ses propres normes, en ne pas les laissant délabrer par la concurrence déloyale*. Néanmoins, à mon avis, les tarifs douaniers peuvent se révéler périlleux, puisqu'ils invitent des représailles. Il faut les imposer très soigneusement.

Daly et Cobb fustigent, dans une phrase mémorable (page 235) *la concurrence dégénérative du libre-échange individualiste*. Ils remarquent que la plaidoirie des économistes classiques pour le libre-échange reposait sur la présomption que le capital se déplaçait difficilement à travers les frontières. Les capitalistes du dix-huitième siècle préféraient garder leur capital dans leurs propres pays. Aujourd'hui, *cette pierre maîtresse de l'argument s'est effritée en gravillons* (page 216). Les entreprises transnationales déplacent librement leurs capitaux vers les lieux où ils s'emploient au meilleur profit; et ce processus échappe à la réglementation par les gouvernements nationaux, qui représentent des communautés réelles. C'est la triomphe de l'intérêt privé sur le bien commun.

Selon Daly et Cobb, les pays devraient refuser de tolérer les grands déséquilibres commerciaux. Chaque gouvernement devait *restreindre les importations à l'égalité approximative avec les exportations prévues, par le biais des permis de quotas d'importation* (page 230); les entreprises pourraient échanger ces permis entre eux. Ainsi, comme les pays européens ont déjà des règles contre les déficits budgétaires excessifs, il y devrait avoir aussi des prohibitions des déficits commerciaux excessifs. En effet, la Commission européenne désapprouve les déficits commerciaux nationaux au-delà des 4% du produit intérieur brut; pourtant, elle semble prête à tolérer des surplus commerciaux de jusqu'aux 6%. L'interdiction efficace des grands déficits commerciaux aurait le mérite majeur de restreindre l'accumulation de dettes internationales exorbitantes. Les permis de quota, qui ne discriminaient contre aucun pays ou produit étranger, pourraient moins facilement provoquer des représailles.

Daly et Cobb raisonnent d'ailleurs que les gouvernements devraient restreindre les transferts internationaux des capitaux. Quand ils ont écrit cela, c'était une opinion quasi hérétique; aujourd'hui, elle semble en voie d'acceptation. En 2008, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, à Harvard, ont observé que *les périodes de grande mobilité internationale des capitaux ont produit par répétition des crises bancaires internationales*.⁸ En 2012, un rapport du FMI a raisonné que la pleine libéralisation des transferts de capital n'est pas toujours la meilleure politique.⁹ Aujourd'hui, la lutte contre l'évasion fiscale défraie la chronique; cette mauvaise pratique est facilitée par la liberté des transferts de capital.

Le besoin de la redistribution

Selon les économistes libre-échangistes, le meilleur remède pour les maux de pauvreté et inégalités excessives serait la croissance économique forte, fournissant plus de biens et services. Ils croient que, si des entrepreneurs à succès créent davantage de richesse, celle-ci *ruissellera* vers les pauvres. Pourtant, aux Etats-Unis, la croissance considérable des décennies récentes n'a quasiment bénéficié qu'aux 10% les plus riches, tandis que la pauvreté s'est accrue. Evidemment, la théorie du ruissellement ne marche forcément pas en pratique.¹⁰

Mais, même si cette théorie fût valide, elle ne pourrait être une solution de long terme, dans un monde où il y a peu ou pas de place pour la persistance de la croissance. Si nous ne pouvons plus augmenter la totalité des revenus mondiaux ou nationaux, alors nous ne pourrions réduire la pauvreté que par la redistribution des revenus actuels.

La taxation redistributive semble être détestée dans l'Amérique d'aujourd'hui. Il y en a pourtant de bons précédents historiques. Le taux de l'impôt fédéral sur les très hauts revenus fut de 70%, voire plus, entre 1936 et 1981; c'était même plus de 90% entre 1944 et 1963. Ces lourds impôts n'ont point tué le capitalisme américain. Ils ont tout simplement dissuadé les entreprises d'octroyer à leurs dirigeants des salaires tellement élevés que la plupart des tranches supérieures revînt au Trésor public.

En finir avec la croissance démographique

L'Amérique a besoin de suivre l'exemple de l'Europe, en stabilisant sa population . . . faire des enfants est un privilège plutôt qu'un devoir. Daly et Cobb ne se dérobent pas au controverse. Quand ils ont écrit ces mots, vers 1989, la population mondiale entière fut un peu plus de quatre milliards; aujourd'hui elle dépasse les sept milliards. Et pourtant, sont encore nombreux ceux qui voient comme désastreux les bas taux de fécondité, ou les lents déclin démographiques, dans certains pays.

Daly et Cobb remarquent que les attitudes traditionnelles pro-natalistes remontent *aux temps d'antan où l'on considérait que davantage d'enfants fût un atout pour la communauté . . . toutes les grandes religions traditionnelles sont nées pendant cette époque, et leur enseignement a été profondément influé par ce besoin social.* C'est à noter qu'au début de l'ère chrétienne, la population du monde entier fut, selon des estimations, environ 250 millions; au temps de Mahomet (570 - 632 de notre ère), elle fut plutôt environ 200 millions; tandis qu'au temps de Moïse (ca. 1200 avant J-C), elle n'aurait été qu'environ 100 millions.¹¹

D'ailleurs, Daly et Cobb remarquent qu'il y a toujours eu des mobiles suspects pour encourager la croissance de la population: notamment, le souhait d'accroître la capacité belliqueuse de la nation ou de la tribu, ou la recherche de la main d'œuvre bon marché. A leur avis (page 239), *dix milliards de vies humaines sont meilleurs que cinq milliards, à condition que les dix milliards ne*

soient pas en vie simultanément . . . pour autant que nous le sachions, Dieu ne s'impatiente pas pour que toutes les vies soient vécues dans le proche avenir.

Certains catholiques pourraient réagir avec colère à ces arguments. Pourtant, la doctrine sociale moderne de l'Eglise ne rejette pas la 'planification familiale', à condition que celle-ci soit pratiquée selon des méthodes naturelles. Ainsi le *Catéchisme* de 1992 avère (pars. 2368 et 2372) que *pour de justes raisons, les époux peuvent vouloir espacer la naissance de leurs enfants, et que l'Etat est responsable du bien-être de ses citoyens. A ce titre, il est légitime qu'il intervienne pour orienter la croissance de la population . . . par voie d'une information objective et respectueuse, mais non point par voie autoritaire et contraignante.* Le *Compendium de la Doctrine Sociale* de 2004 affirme (pars. 232 - 235) que *la paternité responsable s'exerce . . . par la décision, prise pour de graves motifs et dans le respect de la loi morale, d'éviter temporairement ou même pour un temps indéterminé une nouvelle naissance . . . seuls les époux peuvent juger de l'intervalles entre les naissances et le nombre d'enfants de procréer . . . le désir de maternité et de paternité ne justifie aucun 'droit à l'enfant'.*

Vue dans une longue perspective historique, la très rapide croissance démographique des temps récents est évidemment anormale. Pendant le premier millénaire de l'ère chrétienne, la croissance de la gent humaine aurait été, dans l'ensemble, quasiment nulle. Au moyen-âge, elle restait assez lente; la population mondiale semble avoir moins de doublé entre les ans 1000 et 1500. Pendant le dix-huitième siècle, elle s'est accrue d'environ 50%; pendant le dix-neuvième, d'environ 80%; pendant le vingtième, elle a quadruplé. A son taux récent de croissance de 1,5% par an, la population mondiale risque de doubler en 47 ans - et de quadrupler en 93 ans! Nous ne pouvons continuer comme cela.

De nouveaux modes d'imposition

Comme nous l'avons vu, Daly et Cobb prônent des impôts assez lourds sur les individus très riches, afin d'obtenir une distribution plus juste des revenus. Ils réclament d'ailleurs des modifications drastiques de la taxation en général. Nos impôts et cotisations liés aux salaires augmentent le coût du travail, tandis que la consommation des ressources naturelles est souvent moins imposée, voire subventionnée. Dans un monde où nous consommons trop de ressources, mais sommes en court d'emplois, cette situation est évidemment perverse. Nous devrions (Daly pages 89 - 91) faire basculer l'impôt vers les ressources, afin de décourager leur consommation et d'encourager l'emploi.

Conclusions

L'économie soutenable devra-t-elle impliquer une manière puritaine de vie, à la haine? Bien des gens, dont moi, n'apprécieraient cela. Mais ce ne sera pas forcément nécessaire. A présent, nous consommons trop, en grande partie parce que nous consommons de façon négligente et gaspilleuse. C'est parce que les politiques orthodoxes économiques ont tellement réussi à rendre les biens de consommation abondants et pas chers, que nous avons perdu l'habitude de fabriquer et conserver des choses vraiment durables; de réutiliser les matières; de prendre soin

d'éviter les pertes inutiles. Pourtant, un tournant s'esquisse. Nous redécouvrons les arts de recycler nos déchets, de produire l'énergie par des méthodes soutenables, comme nos ancêtres utilisaient les moulins à eau et à vent. Il y a énormément de possibilités de consommer de façon plus conservatrice, sans ruiner notre qualité de vie.

Pourquoi fustiger, avec Daly, la croissance conventionnelle, quand évidemment nous avons besoin de telle croissance pour réemployer nos chômeurs, et pour gagner les moyens de rembourser nos dettes excessives? Aucun problème. La croissance zéro est un objectif de moyen terme; dans l'immédiat, il nous va falloir de grands investissements pour bâtir la nouvelle économie qui n'épuisera plus nos ressources naturelles, ni empoisonnera notre environnement, ni dérangera notre climat. Cela implique l'installation massive des moyens de production des énergies renouvelables; le réaménagement des chemins de fer, qui consomment moins d'énergie que la route ou l'air, et peuvent rouler avec l'électricité au lieu des carburants fossiles; la modification de nos immeubles afin qu'ils exigent moins d'énergie pour les chauffer ou refroidir; et bien des autres projets coûteux. Tout cela va exiger maintes années de croissance continue, pour préparer l'avenir de stabilité.

Depuis qu'Adam Smith nous a dit que *l'intérêt du producteur ne doit être considéré, qu'autant qu'il soit nécessaire pour promouvoir celui des consommateurs*,¹² nous avons géré nos économies sur le principe de "dorloter les consommateurs et foutre les producteurs". Pour Smith, le mot 'producteur' signifiait 'travailleur', puisqu'il écrivit à l'ère de la production faite-main. Nous insistons sur la concurrence maximale entre producteurs, afin de baisser les prix au profit des consommateurs. Mais cela entraîne la hausse continue de la *productivité du travail*, soit la production de la même quantité avec moins de travail. Donc, sans la croissance perpétuelle, nous sommes condamnés au chômage toujours en hausse.

Nous avons poursuivi cette stratégie jusqu'au point où nous produisons et consommons trop pour la santé durable de notre environnement, sur lequel nous dépendons tous. Il s'ensuit que la stratégie économique classique est en train de s'écraser contre les butoirs. Nous ne pouvons plus persister à produire et à consommer de plus en plus. Il nous faut apprendre à vivre avec des niveaux stables de population, de production, et de consommation. Christine Lagarde, directrice-générale du FMI, est une des rares personnalités au sommet qui paraît reconnaître la folie de la concurrence désentravée: *Nous sommes maints joueurs, mais nous sommes engagés dans un seul jeu - un jeu qui doit être coopératif, non seulement compétitif*.¹³ Mais elle n'est pas économiste.

* * * * *

¹ La *biosphère* de la terre est l'ensemble des régions de la planète, et de son atmosphère, qui sont habitables par des organismes vivants.

² Charles Gide et Charles Rist, *Histoire des Doctrines Economiques* (1909); quatrième édition (Sirey, 1922), livre IV, chap. 1, pages 450 - 451.

³ Milton Friedman, *The Energy Crisis* dans *Bright Prospects, Dismal Performance* (Horton, 1983), page 143.

⁴ Voir *The Steady State Economy Conference* sur www.iea.org.uk/search/node/niemietz.

⁵ Voir *Rapport Planète Vivante* (WWF, 2012).

⁶ John Stuart Mill, *Principles of Political Economy* (1848), livre IV, chap. 6. Les commentaires portant sur la 'chasse au dollar' sont absents de certaines éditions plus récentes.

⁷ Voir www.enerzine.com/3/15277/espagne.

⁸ Carmen Reinhard et Kenneth Rogoff, *This Time is Different* (avril 2008), voir www.economics.harvard.edu.

⁹ FMI, *IMF Public Information Notice* no. 12/137 (décembre 2012).

¹⁰ Lawrence Mishel (Economic Policy Institute), voir www.epi.org, 8 septembre 2012.

¹¹ Jean-Noël Biraben, *Essai sur l'évolution du nombre des hommes* dans *Population*, vol. 34 (Paris, 1979), pages 16 et suivantes.

¹² Adam Smith, *La Richesse des Nations* (1776), livre IV, chap. 8.

¹³ Christine Lagarde, *The Future Global Economy* dans *Project Syndicate*, 31 décembre 2012.